

22 juin -217 : bataille de Raphia, près de Gaza, opposant Antiochos III, roi séleucide, à Ptolémée IV, roi de l'Égypte lagide, pour la domination de la Coélé-Syrie.

Les deux jeunes rois exercent en personne le commandement de leur armée respective. La victoire de Ptolémée lui permet de reprendre le contrôle de ses possessions au Proche-Orient. Elle est considérée avec la bataille d'Ipsos (301 av. J.-C.) comme l'une des plus grandes batailles de l'époque hellénistique.

Cette bataille est connue grâce à Polybe qui décrit en détail le déroulement des combats. Les deux belligérants proposent des similitudes dans l'équipement et les effectifs de leurs armées. Les deux souverains s'appuient d'abord sur des phalanges équipées à la macédonienne, c'est-à-dire armée principalement d'une lance, la sarisse, longue de 5 à 6 mètres, capable de former un mur défensif pouvant immobiliser toute une armée.

Du côté séleucide, les phalangites et les argyraspides (ou « *boucliers d'argent* ») sont pour la plupart des colons gréco-macédoniens, mais il n'y a pas de critères ethniques exclusifs pour en faire partie. Du côté lagide, les phalangites sont des colons macédoniens mais aussi des mercenaires et des indigènes égyptiens nouvellement recrutés.

Ensuite, les deux armées emploient massivement des éléphants de guerre. Dans l'histoire militaire de l'époque hellénistique, l'éléphant de guerre est une arme importante. Ils ont pour principale fonction de piétiner l'adversaire et de briser ses rangs, mais également d'effrayer la cavalerie. Chacune des deux armées dispose d'une race d'éléphant différente. En effet, l'armée de Ptolémée dispose d'éléphants d'Afrique, des éléphants de forêt en provenance de Nubie alors que celle d'Antiochos compte des éléphants d'Asie qui, plus grands et plus agressifs, suscitent apparemment la peur chez leurs congénères africains. Chez les Séleucides, les éléphants sont revêtus d'une cuirasse et une tour est placée sur le dos de l'animal, sur laquelle s'installent un cornac et quatre tirailleurs. Le maniement de ces éléphants s'avère difficile du fait de leur taille imposante et de la propension des bêtes à s'affoler rapidement, devenant ainsi incontrôlables.

Enfin, des bataillons de cavalerie forment également les rangs des deux armées aux extrémités des deux ailes. Pour les Séleucides, la cavalerie se compose de chevaux simples, non cuirassés car étant de trop petite taille. Du coup, ils ne protègent que très peu les cavaliers. Par ailleurs, ces derniers disposent d'un armement léger : une courte lance, une petite épée et un petit bouclier. Par conséquent, ils ne peuvent agir que dans le cadre d'une technique d'enveloppement des unités. C'est pourquoi, pour cette bataille, la cavalerie est associée à des éléphants. On note que du côté d'Antiochos, la cavalerie est plus nombreuse que du côté de Ptolémée mais Polybe ne précise pas le recrutement des cavaliers.

Malgré ces ressemblances, l'origine des soldats constitue un élément important de divergence entre les deux armées en présence. En effet, Antiochos a davantage fait appel à des « *étrangers* » que Ptolémée, avec des mercenaires : Cardaces (Kurdes), Lydiens, Cissiens (de Susiane), Mèdes, Carmaniens, Agriens, etc. Parmi ces différentes troupes, se trouvent des archers, des javeliniers (dont le corps d'élite des Agriens) mais aussi des

frondeurs. Avec ces unités plutôt spécialisées dans les armes de lancer, l'armée d'Antiochos possède un avantage pour le combat à distance, mais un handicap pour le corps à corps car ces hommes ne disposent pas d'équipements défensifs efficaces.

Du côté lagide, on peut d'abord remarquer la présence de nombreux « *indigènes* » : près de 30 000 Égyptiens armés à la macédonienne. Ce contingent constitue une nouveauté car pour la première fois, des indigènes égyptiens ont été armés, réalisant une entorse à la politique lagide, porteuse de difficultés par la suite. De nombreux mercenaires crétois, galates, thraces sont présents dans l'armée de Ptolémée. Les Galates et les Thraces sont des « *barbares* » connus pour leur fougue mais aussi leur indiscipline. On peut supposer que les Galates se soient ralliés aux Lagides après leur défaite contre Antiochos 1^{er} vers -275. Les souverains hellénistiques font souvent appel aux mercenaires afin de renforcer les rangs de leurs armées déficientes. Mais pour s'attacher le service de ces mercenaires, les Lagides leur confient une tenure foncière afin de les fixer en Égypte, et ainsi leur donner un attachement « *patriotique* » : c'est le système de la clérouque. En échange de cette terre qui lui sert de rémunération, le clérouque doit rester disponible à l'appel du roi en cas de conflit. En procédant de la sorte, celui-ci s'épargne le recrutement répété de mercenaires.

La victoire de Ptolémée IV permet de sauver l'Égypte et de reprendre le contrôle de la Coélé-Syrie. Mais Ptolémée choisit de ne pas poursuivre l'offensive plus en profondeur à travers le territoire séleucide et abandonne même Séleucie de Piérie. La province de Coélé-Syrie est conquise par Antiochos III en -198, six ans après la mort de Ptolémée IV, à l'issue de la bataille de Panion.

La dynastie lagide a été contrainte de faire appel aux indigènes égyptiens et de les armer, alors qu'auparavant elle n'a recruté que des mercenaires grecs, thraces ou galates. La bataille de Raphia devient le point de départ d'une série de révoltes égyptiennes contre les occupants gréco-macédoniens et la pression fiscale générée par l'entretien d'une grande armée. De plus, le pouvoir ptolémaïque commence à s'« *égyptianiser* » : pour la première fois, un souverain de la dynastie lagide reçoit les honneurs égyptiens complets, ce qui devient la norme et est transmis aux autres pharaons.

22 juin -168 : bataille de Pydna opposant l'armée du roi de Macédoine Persée aux légions romaines commandées par Paul-Émile.

Elle mit fin à la Troisième Guerre de Macédoine par la défaite totale de Persée et entraîna la suppression de la royauté antigonide et la division de la Macédoine en quatre républiques indépendantes.



Illustration de Johnny Shumate.

Les deux armées étaient de forces comparables. Les Romains comptaient au total environ 39 000 hommes, dont 26 000 légionnaires et fantassins lourds assimilés répartis en deux légions, 4 000 cavaliers (dont 1 200 Italiens), et 22 éléphants de guerre. Les seules troupes grecques au service de Paul-Émile étaient les redoutables archers crétois. Paul-Émile disposait également d'une flotte menaçant la côte voisine et pouvant au besoin débarquer une infanterie de marine sur les arrières des Macédoniens.

L'armée macédonienne quant à elle atteignait un total légèrement supérieur, de 44 000 soldats environ. La cavalerie était comparable en effectif à celle des Romains, soit 4 000 cavaliers, se décomposant en 2 000 cavaliers lourds macédoniens répartis en 10 escadrons (la Garde ou agéma, deux escadrons sacrés et sept escadrons royaux), 1 000 cavaliers légers macédoniens, archers montés et lanceurs de javelots (*akontistes*) et 1 000 cavaliers odryses (ou thraces) sous le commandement de leur roi Cotys II. Persée avait entraîné sa cavalerie à combattre des éléphants à partir de maquettes grandeur nature. De même, une unité d'infanterie avait été spécialement formée et équipée pour combattre les éléphants.

L'infanterie macédonienne comprenait 3 000 peltastes, dont le rôle est semblable à celui des hypaspistes, regroupés en deux Gardes royales, et 21 000 phalangites, probablement répartis en 14 bataillons (ou *taxeis*). Contrairement à la formation habituelle, Persée les avait rangés sur 32 rangs de profondeur au lieu de 16. Cette infanterie avait subi l'entraînement intensif nécessaire à ce type de formation, mais manquait cruellement d'expérience : l'armée macédonienne n'avait en effet pas connu de bataille de phalanges depuis la défaite de Cynoscéphales en 197 av. J.-C. L'infanterie alliée comportait 2 000 peltastes, et 10 000 soldats de garnison issus de diverses origines ethniques, Illyriens, Péoniens, Agriens, Galates et Thraces.

Chaque général avait disposé son armée en plaçant au centre l'infanterie lourde (phalange et légions), protégée sur les deux ailes par l'infanterie légère et un corps de cavalerie. Dans le cas macédonien, l'aile droite était, conformément à la tradition, la plus forte : Persée y avait pris le commandement de l'escadron royal et c'est de côté aussi qu'était postée la cavalerie thrace.

Après un détour par sa capitale Pella, Persée gagna Amphipolis où il tenta en vain de recruter des troupes parmi les Bisaltes. Il finit par se réfugier au sanctuaire des Grands Dieux de Samothrace. L'île fut soumise à un blocus par une flotte romaine, dont l'amiral, Cnæus Octavius, finit par persuader Persée et son fils aîné Philippe de se rendre, contre une promesse de pardon et d'immunité pour ses derniers amis et les pages royaux qui l'avaient suivi. Sa reddition ne mit pas fin immédiatement aux hostilités, Paul-Émile permettant à son armée de piller la campagne macédonienne et plusieurs villes.

La monarchie macédonienne fut définitivement abolie l'année suivante, lorsque, à Amphipolis, Paul-Émile procéda à la partition du royaume en quatre républiques autonomes, en accord avec les instructions que lui avait données le Sénat.

La bataille de Pydna confirma ainsi les leçons de Cynoscéphales, à savoir l'incapacité de la phalange à s'adapter au combat contre une unité plus souple telle que la légion : si les légions parvenaient à contourner les phalangistes et à les affronter au corps à corps à l'épée, le sort de ces derniers était scellé. La défaite fut aussi probablement transformée en déroute par les carences du commandement macédonien, amplement soulignées par les sources antiques.



Toutefois cette opinion provient de l'analyse très partisane de Polybe (pro-achéen et pro-romain) à propos des deux systèmes militaires romain et macédonien qu'il compare. L'analyse de cet *excursus* montre des lacunes dans l'explication, dans les exemples et l'analyse de ceux-ci, telles qu'on ne peut, sur cet extrait tout du moins, juger Polybe comme impartial. La bataille de Cynoscéphales n'est pas une bataille à proprement parler, mais une escarmouche qui dégénère sans véritable plan élaboré par les généraux. L'armée macédonienne n'est pas intervenue au complet, contrairement à l'armée romaine. On ne peut pas tirer de telles conclusions après Cynoscéphales, ni même après la bataille de Magnésie du Sipyle ou de Pydna : l'analyse précise des récits de ces batailles ne peut faire émerger les conclusions auxquelles arrive Polybe, ou alors seulement en partie. Le récit de la bataille de Pydna semble trouble et tronqué.

De plus, les victoires romaines étaient souvent la conséquence d'erreurs évitables, comme à Magnésie, où Antiochos III à la tête de ses cataphractaires commet l'erreur de poursuivre les cavaliers et la légion du flanc gauche qu'il a totalement détruite, plutôt que d'achever le reste de l'armée romaine fortement en difficulté face aux phalanges. Ou encore à la bataille des Thermopyles de -190, où les Séleucides, largement vainqueurs, se sont laissé encercler par les troupes de Caton l'Ancien qui avait emprunté le fameux chemin qui contournait le défilé. Parce que les faits n'étaient pas suffisants, Polybe a dû créer l'explication de la conquête de la Grèce et des royaumes hellénistiques. Pour cela il utilisa, entre autres, des arguments du domaine

militaire. La nouvelle mode, c'était le légionnaire romain, qu'il vante tant. L'historiographie moderne a souvent souligné l'impartialité de Polybe dans l'écriture de ses *Histoires*. On sous-estime peut-être le choc psychologique de l'impérialisme romain triomphant chez l'historien grec.



Crédit : DR.

22 juin 1476 : bataille de Morat (Suisse).

Pierre STREIT

MORAT (1476)
 L'indépendance
 des cantons suisses

71



 ECONOMICA

Lors des guerres de Bourgogne (1474-1477), le destin tragique du dernier Grand-Duc d'Occident peut être résumé dans cette formule laconique, connue par cœur de tous les écoliers suisses : « *Charles le Téméraire perdit à Grandson le bien (sa fortune matérielle), à Morat le courage (à la suite de la destruction de son armée), à Nancy la vie (il fut tué au combat)* ».

Dans l'histoire militaire suisse, la bataille décisive de Morat reste la bataille la plus célèbre. L'armée bourguignonne est taillée en pièces par ce « *peuple de bouviers* » que le duc de Bourgogne ne cesse de sous-estimer. Pourtant, celui-ci est loin d'être un chef incapable. A certains égards, son armée préfigure les armées de l'époque moderne. À Morat toutefois, le fantassin suisse, rustique, l'emporte sur le chevalier bourguignon, l'archer anglais ou le « *piéton* » lombard. Selon une formule consacrée, la bataille s'est jouée en une heure, au-

dessus de Morat, dans le secteur de la « *Haie verte* ». Cette heure a été suivie de cinq heures d'épouvante : Pas de prisonniers, tel est le mot d'ordre que les Suisses vont appliquer sans état d'âme. La bataille a été marquée par le renseignement et les erreurs d'appréciation commises de part et d'autre. À ce jeu-là, les Suisses tirent le meilleur parti possible du fait qu'ils tiennent la ville de Morat, que celle-ci résiste à l'assaut du 18 juin et que le Téméraire se fait surprendre par l'arrivée de l'armée de secours suisse qu'il guettait pourtant. Les Suisses n'ont pas seulement combattu pour l'argent du roi Louis XI, mais ils ont aussi défendu leurs intérêts et préservé leur autonomie. L'ouvrage référence sur la bataille est celui de Pierre Streit.

« Le mot d'ordre donné avant la bataille [pas de prisonniers], et la rigueur avec laquelle il a été appliqué, ne sont en effet pas liés à une brutalité particulière qui aurait été propre aux combattants Suisses de cette période mais trouvent leur origine dans les événements qui se sont déroulés quelques mois plus tôt. Le 28 février 1476, le duc de Bourgogne a pris aux Suisses le château de Grandson. Aux dires des chroniques contemporaines de l'événement, les 400 défenseurs auraient alors eu l'assurance d'avoir la vie sauve ; mais après la reddition de la place, le duc Charles les fit tous pendre ou noyer dans le lac de Neuchâtel. C'est donc en représailles à cet acte contraire aux coutumes de la guerre médiévale que les Suisses décidèrent de ne plus faire de quartiers aux Bourguignons ». Christophe Chevassus (EMZD Lyon).

Lire [l'entretien de Pierre STREIT](#) sur le blog « *L'autre côté de la colline* ».



Prière des Confédérés avant la bataille de Morat, par Rodolphe Auguste Bachelin (1869).

22 juin 1860 : naissance de l'amiral Lucien Lacaze.

Fils d'un médecin d'origine ariégeoise et d'une Créole descendante d'un officier de marine, il naît à Pierrefonds, dans l'Oise, le 22 juin 1860. Il passe son enfance à La Réunion dans le domaine paternel situé près de Saint-Denis. À l'âge de 12 ans, il rentre en France métropolitaine pour poursuivre ses études chez les jésuites de Sarlat. Il entre à l'École navale en octobre 1877, à 17 ans. Il est aspirant de deuxième classe en juillet 1879 et reçoit une médaille d'argent pour avoir sauvé un de ses camarades tombé à la mer dans le goulet de Brest. Embarqué sur la *Flore* et sur la *Résolue* à la division volante d'instruction, il passe en mars 1881 sur la *Reine-Blanche* avec laquelle il prend part à la campagne de Tunisie. Il passe en 1882 sur *La Galissonnière* au Levant, et est fait enseigne de vaisseau. En février 1883, il est transféré sur le *Beautemps-Baupré* dans l'océan Indien et commande la compagnie de débarquement lors des combats qui ont lieu dans la région de Tamatave à Madagascar en novembre-décembre 1884.



Second de l'avis à roues *Cigale* au Sénégal en décembre 1885, lieutenant de vaisseau en mai 1886, breveté torpilleur en 1887, il commande l'année suivante un torpilleur à Cherbourg. Il passe ensuite au Sénégal où il commande la *Mésange* en septembre 1888. En avril 1890, il est second sur le croiseur *D'Estrées* en Tunisie. En 1891, il commande le torpilleur 130 à Cherbourg puis sert comme officier de manœuvre sur les cuirassés *Richelieu* et *Formidable* en escadre de Méditerranée (1892-1893). En 1894, il est envoyé à Fiume dans l'Adriatique en mission de renseignement au sujet des torpilles autopropulsées de la marine austro-hongroise. Il

commande ensuite la canonnière *Estoc* au Tonkin (1894-1896). Chargé en juillet 1897 des torpilleurs en réserve à Alger, il sert l'année suivante comme aide de camp de l'amiral Gustave Besnard, ministre de la Marine, puis de l'amiral Jules de Cuverville, chef d'état-major général. Capitaine de frégate en octobre 1899, commandant le croiseur *Chasseloup-Laubrat* à Cherbourg, il est nommé en août 1900 chef d'état-major de l'escadre de Méditerranée et se distingue à la fin de 1901 par une mission diplomatique auprès du gouverneur de l'île grecque de Mytilène. Chef d'état-major de la division de Tunisie en 1902, il aide activement son chef, le contre-amiral Joseph-Henri Merleaux-Ponty, dans la construction et l'aménagement de la rade et du port de Bizerte. En juin 1903, il commande le croiseur *Du Chayla* en Méditerranée, puis est second du *Châteaurenault* en escadre du Nord en mai 1905. En juin 1905, il effectue sa deuxième mission diplomatique en tant qu'attaché naval à Rome et, en juin 1906, sa troisième mission comme délégué à la conférence navale de La Haye.

Capitaine de vaisseau en août 1906, chef d'état-major du vice-amiral Paul-Louis Germinet à l'escadre de Méditerranée en novembre 1907, il contribue à la réorganisation et à l'entraînement de cette force navale, puis commande la cuirassé *Masséna* à la division des écoles. En octobre 1911, il est fait contre-amiral et entame véritablement sa carrière politique en devenant chef de cabinet de Delcassé, ministre de la Marine. Il met au point la théorie de la collaboration des flottes franco-anglaises en cas de conflit (La *Royal Navy* devant se concentrer en mer du Nord face à l'Allemagne et la Marine nationale en Méditerranée face à l'Autriche-Hongrie). Il poursuit en parallèle la rénovation du matériel et de la flotte en s'efforçant de pousser les constructions neuves, dont des sous-marins de haute-mer. En août 1913, il prend le commandement de la 2^e division de la 1^{re} escadre sur le *Mirabeau*, puis en mars 1914 sur le *Voltaire* et préside la Commission permanente d'artillerie de l'armée navale. Il a, à ce moment-là, de sérieux conflits avec son supérieur Boué de Lapeyrère qui l'accuse d'indiscipline. Néanmoins, en 1914, c'est l'un des amiraux français les plus en vue.

En mai 1915, il commande la marine à Marseille et organise le transport de troupes vers l'armée d'Orient pour les Dardanelles. En octobre 1915, soutenu par Delcassé et Léon Bourgeois, il devient ministre de la Marine, fonction qu'il va exercer dans quatre gouvernements jusqu'en août 1917. Homme d'autorité et de décision, Lacaze donne alors une vigoureuse impulsion à la guerre navale qui avait pris une forme très différente de celle qui avait été prévue par les états-majors (qui pensaient voir les cuirassés jouer un rôle décisif dans une guerre courte alors que la menace principale passe dans les sous-marins sur une guerre d'usure longue). Il crée la Direction générale de la guerre sous-marine, achète de nombreux chalutiers qu'il constitue en escadrilles pour la chasse aux sous-marins, fait armer les bâtiments de commerce malgré l'opposition des Américains, réorganise les commandements maritimes en Manche et en Méditerranée, fait reprendre les constructions neuves arrêtées depuis 1914 en commandant 22 avisos en France, 12 torpilleurs au Japon, 15 sloops en Angleterre et en faisant achever une partie des cuirassés français sur cale en 1914. Il fait poser de nombreux champs de mines et filets anti-sous-marins et s'attache à développer une très importante aviation navale ainsi que de nombreux ballons captifs pour protéger les côtes. Pour mieux faire connaître l'action de la flotte en guerre – largement ignorée de l'opinion qui ne regarde que les combats terrestres – il crée le Service cinématographique de la marine.

Conscient des limites de la Marine nationale dont le « poids militaire » est très inférieur à celui

de la marine anglaise, Lacaze cherche à développer la coopération interalliée, tâche difficile, car en dépit des accords signés en 1912, les amiraux anglais continuent souvent d'agir sans concertation avec leurs collègues français en Méditerranée. Néanmoins, il réussit à mettre sur pied un embryon de commandement interallié sous forme d'une commission présidée par l'amiral Ronarc'h. Le point le plus épineux réside dans la protection des lignes de commerce et de ravitaillement menacées par les sous-marins. Lacaze soutient très tôt l'idée qu'il faut organiser la navigation en convois escortés pour tenir en échec les *U-Boote*. Londres, qui a pourtant testé cette tactique en 1914 pour protéger les renforts venus de l'Empire, n'envisage pas d'aller plus loin et finit même par se montrer hostile aux convois car elle estime que cela immobiliserait beaucoup trop de navires. Il faut attendre les pertes catastrophiques du début de 1917 (sous les effets de la guerre sous-marine à outrance) pour que l'idée s'impose enfin à tous, mais Lucien Lacaze n'en verra pas les effets victorieux pendant sa fonction. Membre de gouvernements faibles régulièrement contestés (Briand, Ribot), son action est continuellement critiquée à la Chambre par les députés de gauche ou d'extrême gauche. Excédé, il démissionne le 2 août 1917, « *ne voulant pas accepter de commission d'enquête sur la marine de guerre* » alors que sa stratégie anti-sous-marine commence à porter ses fruits et que les pertes en mer – françaises comme alliées – sont en diminution sensible. Vice-amiral en septembre, il est nommé préfet maritime de Toulon en octobre, commandant supérieur des patrouilles en Méditerranée occidentale et termine la guerre en installant la base américaine de Toulon.

En 1919, encore en poste à Toulon, il se distingue par sa fermeté et son tact lors des incidents survenus dans la base à la suite des mutineries de la mer Noire. Cette même année, il devient vice-président du Conseil supérieur de la marine et représentant naval de la France à la Société des Nations. Il participe à la conférence de Lausanne en 1922 et quitte le service actif en juin de cette même année. Il va cumuler ensuite les présidences et les fonctions d'administrateur de différentes organisations.

Membre de l'Académie de marine en 1921, il la préside en 1928-29 puis en devient le secrétaire perpétuel à partir de 1932. Il préside la Société centrale de sauvetage des naufragés de 1930 à février 1955, peu de temps avant son décès. Il préside la Société des Œuvres de Mer de 1931 à 1939.

Membre de l'Académie des sciences coloniales à partir de 1925, il préside l'Institut colonial français, de 1924 à sa disparition en 1942. Cet institut, fondé en 1920, est un centre privé de documentation, de réflexion et de propagande en faveur des colonies. Il préside aussi le conseil d'administration du *Monde colonial illustré*. Il préside en 1940 le Centre de l'entraide pour les soldats et les travailleurs d'outre-mer dans la métropole. Il est président d'honneur du Comité Central de la France d'Outre-Mer, héritier de l'Institut colonial, dans les années 1950. Il préside alors le Comité France-Afrique du Nord, favorable au protectorat français au Maroc et hostile au sultan.

Il siège à partir de 1922 au conseil de l'Association des dames françaises, une des sociétés formant la Croix-Rouge française. Il est élu président en 1928 de la Ligue nationale contre l'alcoolisme. Il est élu en 1931 membre du conseil de direction du Musée social ; il en est ensuite le vice-président jusqu'à son décès. Il siège au conseil d'administration de l'Office

central des œuvres de bienfaisance dont il est l'un des vice-présidents à partir de 1935. Il est élu au Conseil supérieur de l'assistance publique.

Il préside au début des années 1930 le comité diocésain de secours, constitué fin 1931 par le cardinal Verdier, archevêque de Paris. En 1931, il est chargé de présider le comité laïque qui doit assurer la participation des Missions catholiques à l'Exposition coloniale de Vincennes. Il préside d'ailleurs l'association Les Amis des Missions. Il préside en outre le comité Saint-Louis et Saint-Ferdinand, qui appuie l'Espagne catholique après la fin de la guerre civile espagnole. Ce comité, toujours présidé par l'amiral, reprend en 1948 ses pèlerinages aux sanctuaires d'Espagne.

Vice-président du Cercle de l'Union interalliée à partir des années 1920, il en est le vice-président délégué en titre de 1943 à 1945. Il préside en 1933 la fondation Carnegie, qui récompense les actes de courage civil.

Il est élu en 1925 membre du conseil d'administration de l'Alliance française ; il est ensuite vice-président. Il est élu en mai 1940 président du Comité France-Amérique pour l'année 1941 ; il avait été élu membre de son conseil de direction en 1925. Il préside un Comité de rapprochement franco-espagnol, de la seconde moitié des années 1920 jusqu'en 1936. Il siège au conseil d'administration de la Casa de Velázquez.

Il préside à partir de 1932 la Ligue française pour la défense des intérêts vitaux de la France et de ses colonies. Il préside en 1934-1936 le Comité d'entente des grandes associations pour l'union nationale, fondé au lendemain du 6 février 1934, pour soutenir le gouvernement de Gaston Doumergue. Ce comité fédère en réalité des petites associations de notables : Comité Dupleix, Conférence au village, Front français, Ligue civique du professeur Jean-Louis Faure, Ligue française, qu'il préside, Ligue des patriotes, Ordre et bon sens, Redressement français, Union civique. Lacaze est alors membre du comité directeur de l'Union pour la nation, créée en 1933 à l'initiative d'Henri Franklin-Bouillon. Le comité d'entente adresse avant les élections législatives de 1936 un appel contre les communistes. En 1946, il est membre du comité de l'Union gaulliste pour la IVe de René Capitant. Il est membre en 1948 du comité d'honneur pour la libération du maréchal Pétain.

Il est élu en 1935 à l'Académie des beaux-arts et en novembre 1936 à l'Académie française.

Il est lié à deux riches familles, les Schneider et les Fraissinet. Il est ainsi membre du conseil de surveillance de Schneider et Cie à partir de 1928 et administrateur de sociétés liées aux Schneider (Union industrielle et financière). Ami de l'armateur marseillais Alfred Fraissinet, il entre dans les conseils d'administration de ses affaires: la Société danubienne, qu'il préside à la mort de ce-dernier en 1927, la Compagnie Fraissinet, qu'il administre jusqu'à son décès. Il reste lié à son fils, Jean Fraissinet, et préside ainsi la société du quotidien *Marseille-Matin*. Il administre aussi d'autres firmes, comme le Crédit foncier de Madagascar, à partir de 1926, les Messageries maritimes (vice-président), à partir de 1923, la Société Provençale de Constructions Navales.

Lucien Lacaze meurt célibataire à Paris le 23 mars 1955 à près de 95 ans. Ses obsèques sont célébrées en l'église Saint-Louis des Invalides.

22 juin 1861 : naissance du vice-amiral allemand Maximilian von Spee.

Maximilian von Spee s'engage dans la marine impériale allemande en 1878. Durant les années 1887 et 1888, il assume le commandement des ports au Cameroun, alors colonie du Kaiser. Puis il occupe divers postes importants dans l'administration chargée du développement de l'armement, avant d'être nommé chef d'état-major du commandement de la mer du Nord, en 1908 et promu au grade de *Konteradmiral* en 1910 puis de *Vizeadmiral* en 1913. En 1912, on le désigne pour prendre la tête de l'escadre d'Extrême-Orient, basée dans la colonie allemande de Tsingtau.



Maximilian von Spee (1861-1914).

Après la déclaration de guerre, il commence par pratiquer la guerre de course, contre le trafic maritime allié, avec succès. Mais sa flotte est menacée, d'abord par la marine australienne, puis après son entrée en guerre, par celle du Japon. Conscient de sa situation précaire, face à deux marines qu'il respecte et qui lui sont supérieures en nombre et en puissance, il décide de déplacer sa zone d'opération vers les côtes du Chili.

Chemin faisant, il tente de débarquer sur l'île française de Tahiti pour s'emparer d'un dépôt de charbon stratégique (la minuscule canonnière française *la Zélée*, stationnaire de Tahiti, a de plus capturé un charbonnier allemand, le *Walküre*) mais le commandant de la *Zélée*, le lieutenant de vaisseau Destremeau organise intelligemment la défense de l'île, incendie le dépôt de charbon et saborde le *Walküre*, mettant ainsi en échec l'escadre de Von Spee qui repart en ayant gaspillé beaucoup de munitions.

Pendant une escale à l'île de Pâques, après avoir récupéré deux croiseurs légers supplémentaires, il fait route vers Valparaíso et, durant la bataille de Coronel, coule deux croiseurs cuirassés du contre-amiral britannique Cradock, celui-ci trouvant la mort avec 1 650 de ses hommes.

Ce succès scelle cependant la destinée de Spee, car les Britanniques veulent venger l'affront subi et envoient d'importants renforts. Malgré l'ordre de rentrer en Allemagne avec ses navires, il tergiverse : le 8 décembre 1914, alors qu'il s'est enfin mis en route en remontant l'Atlantique sud et qu'il s'apprête à bombarder Port Stanley aux îles Malouines, il a la surprise d'y trouver le vice-amiral Sturdee en train d'y charbonner. Celui-ci commande une flotte nettement supérieure, avec deux croiseurs de bataille, un cuirassé et cinq croiseurs légers. La bataille des Falklands est très inégale et seul le croiseur SMS *Dresden* peut échapper à la destruction. Spee trouve la mort avec ses deux fils, Otto et Heinrich, lors de la destruction de son navire amiral, le *Scharnhorst*, qui disparaît avec tout son équipage. Cette défaite sonne le glas de la présence outre-mer de la marine impériale allemande, alors obligée de recourir aux sous-marins et aux navires de commerce camouflés pour mener le conflit.

22 juin 1940 : deuxième armistice de Rethondes (forêt de Compiègne).

Hitler impose la signature de l'armistice à l'endroit même où Foch, 22 ans plus tôt, avait imposé ses conditions à l'Allemagne. Hitler fait ensuite démanteler le site.

L'armistice est signée en forêt de Compiègne entre le Troisième Reich, représenté par le général Wilhelm Keitel, et le dernier Gouvernement de la Troisième République, dirigé par le maréchal Philippe Pétain et représenté par le [général Charles Huntziger](#), afin de suspendre les hostilités ouvertes par la déclaration de guerre de la France envers l'Allemagne le 3 septembre 1939, marquées notamment par la bataille de France déclenchée le 10 mai 1940, la fuite de l'armée britannique et son embarquement à Dunkerque à partir du 26 mai 1940 et la chute de Paris, déclarée ville ouverte le 14 juin.

L'engagement interallié du 28 mars 1940 qui avait été pris de ne pas conclure de paix séparée avec l'ennemi n'empêche pas la signature d'un armistice qui suspend les combats et l'avancée de l'armée allemande, établit les conditions de l'occupation partielle de la France par l'Allemagne, le sort des personnes capturées, déplacées ou occupées, la neutralisation des forces françaises, et le paiement de compensations économiques à l'Allemagne. Du point de vue territorial, il résulte de la convention (en particulier en ses articles 2 et 3) que la France métropolitaine est divisée en deux parties par une ligne de démarcation, la zone occupée par

l'Armée allemande et la zone dite « libre ». Un nouveau régime sera instauré en juillet 1940 en France : le régime de Vichy. En France d'outre-mer, si une majorité des territoires l'acceptent, l'armistice ne sera en revanche jamais reconnu par Félix Éboué qui choisit de continuer le combat et place directement le Territoire du Tchad sous le contrôle de la France libre donnant à celle-ci les attributs légaux d'un État souverain.

L'article 3 reconnaît la souveraineté du gouvernement français sur l'ensemble du territoire sous réserve « *des droits de la puissance occupante* ». En pratique, la France est divisée en zones à statut différent, les demandes du gouvernement de rentrer à Paris sont toutes repoussées le 7 juillet et la ligne de démarcation devient « *une frontière pratiquement étanche* ». Dans la zone occupée, on distinguera immédiatement après plusieurs types de territoires : une zone interdite, au Nord-Est (comprenant notamment deux départements, le Nord et le Pas-de-Calais, rattachés au gouvernorat militaire allemand en Belgique), une « *zone réservée* » de l'Est où aucun réfugié n'a le droit de retourner ou encore les territoires de l'Alsace et de la Moselle annexés dès le 15 juillet par l'instauration d'un cordon douanier, ainsi que la zone côtière le long des côtes de la Manche et de l'Atlantique. Dans le Sud de la France, l'Italie reçoit également une petite zone d'occupation.

L'entrée en application de cet armistice ne doit se faire qu'après la signature de celui entre l'Italie et la France, signé le 24 juin à 18 h 35. Le cessez-le-feu entre en vigueur six heures après, soit à 0 h 35 le 25 juin 1940.



La signature de l'armistice, dans le wagon de Rethondes, le 22 juin 1940. A gauche, le général allemand Wilhelm Keitel.

22 juin 1941 : déclenchement de l'opération *Barbarossa*.



L'opération *Barbarossa* (en allemand : *Unternehmen Barbarossa*), nommée en référence à l'empereur Frédéric Barberousse, est le nom de code désignant l'invasion par le III^e Reich de l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale, à partir du 22 juin 1941, et le début du front de l'Est qui sera le plus grand théâtre d'opérations de la

Seconde Guerre mondiale.

Le 23 août 1939, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique signent un traité de non-agression et de partage de l'Est de l'Europe. Cependant, le 21 juillet 1940, moins d'un an après, Adolf Hitler demande à son état-major de préparer un plan d'invasion de l'Union soviétique. Confiant, il déclenche le 22 juin 1941, un an exactement après la signature de l'armistice entre la France et le III^e Reich, l'opération *Barbarossa*. Celle-ci ouvre le front de l'Est, qui devient le principal théâtre d'opération de la guerre terrestre en Europe, et qui joue un rôle déterminant dans la défaite du Troisième Reich. Les plus importantes et sanglantes batailles terrestres de la Seconde Guerre mondiale se déroulent sur ce front. Les conventions de Genève n'y sont pas respectées et les prisonniers, maltraités et affamés, connaissent des mortalités de masse. De 1941 à 1945, 80 % des pertes de la Wehrmacht sont subies sur le front russe.

L'opération *Barbarossa* est la plus grande invasion de l'histoire militaire en termes d'effectifs engagés et de pertes : près de quatre millions de soldats de l'Axe pénètrent en Union soviétique. En plus des troupes, l'opération *Barbarossa* a mobilisé 600 000 véhicules et 600 000 chevaux. Cette invasion marque aussi un tournant dans la guerre, jusqu'alors encore assez localisée et européenne. Elle va bientôt embraser le monde entier.

La Wehrmacht possède une supériorité initiale, elle est mieux organisée, bien mieux commandée et dispose, du moins jusqu'à la gigantesque bataille de Koursk de juillet 1943, d'une incontestable supériorité tactique. Elle bénéficie de l'effet de surprise. L'Armée rouge, décapitée par les Grandes Purges, dispose cependant d'importantes réserves humaines et d'avantages matériels (bases industrielles, armements). Après le choc initial, l'éveil du patriotisme russe permettra à Staline de compter sur la troupe et le peuple pour sauver le régime en même temps que le pays.

22 juin 1944 : déclenchement de l'opération *Bagration*.

L'opération *Bagration*, pendant la Seconde Guerre mondiale, est une offensive d'été des forces de l'Union soviétique menée du 22 juin au 19 août 1944. Nommée en référence au général Pierre de Bagration (1765-1812), elle vise à libérer entièrement de toute occupation militaire allemande la RSS de Biélorussie (Russie blanche) et à éliminer le Groupe d'armées Centre.

Jean LOPEZ

OPÉRATION BAGRATION
La revanche de Staline
(été 1944)

110



 ECONOMICA

C'est la plus grande opération militaire de l'année 1944. Elle se déroule peu de temps après le débarquement des Alliés en Normandie et contribue à l'issue de la bataille de Normandie en bloquant les forces nazies sur le front Est, évitant ainsi qu'elles ne viennent assister le front Ouest.

L'Armée rouge déploie à cette occasion une puissance qui stupéfie les autres belligérants des deux camps. Sur une ligne de front s'étendant sur 1 000 km, les Soviétiques avancent de 600 km en deux mois ; à l'issue de ce mouvement, la défaite du groupe d'armées Centre est consommée. Techniquement, les trois armées qui le composent (4^e, 3^e Panzer et 9^e armée)

sont détruites, et seuls des éléments épars refluent en Prusse-Orientale et dans les pays baltes. L'Union soviétique détruit 28 des 34 divisions du groupe d'armées Centre et brise complètement la ligne de front allemande.

C'est la plus grande défaite de la Wehrmacht et de l'histoire militaire allemande, avec environ 450 000 soldats perdus et 300 000 autres soldats encerclés dans la poche de Courlande.

L'envoi d'importants renforts allemands pour endiguer cette offensive a dangereusement affaibli le groupe d'armées Ukraine du Nord, ce qui permet aux Soviétiques de pousser leur plan stratégique pour l'été et l'automne 1944 : l'obtention de têtes de ponts solides à l'ouest de la Vistule avec l'offensive Kovel-Lublin et l'offensive Lvov-Sandomierz, puis fin août, avec l'offensive Jassy-Kishinev, la conquête de la Roumanie et de ses champs pétrolifères, privant le Troisième Reich d'une ressource vitale.

22 juin 1945 : fin de la bataille d'Okinawa.

La bataille d'Okinawa se déroule du 1^{er} avril au 22 juin 1945, soit quatre-vingt-deux jours, dans l'archipel Okinawa au Japon lors de la Seconde Guerre mondiale. Dernière grande bataille de la Seconde Guerre mondiale, elle a été l'une des plus sanglantes sur le théâtre du Pacifique. C'est également le plus grand assaut amphibie de la guerre du Pacifique.

Au terme d'un long effort de conquête de plusieurs îles toujours plus proches du Japon, les Alliés prévoient d'utiliser Okinawa, une grande île à 550 km de l'archipel japonais, comme base de l'assaut final contre le Japon. La possession de l'île doit aussi permettre d'intensifier les frappes aériennes sur le Japon en prévision de l'invasion. La prise d'Okinawa permet enfin de couper les dernières lignes d'approvisionnement avec le Sud-Est de la Chine. Des forces considérables sont mises en œuvre car au fur et à mesure de la conquête, les Américains sont confrontés à un ennemi toujours plus agressif et déterminé.

Pour le commandement japonais, l'île d'Okinawa est le prolongement stratégique d'Iwo Jima. Il était persuadé que les Alliés auraient impérativement besoin de l'archipel pour lancer une future offensive amphibie au cœur du Japon, ce qui faisait d'Okinawa la clé de l'Empire. Les préparatifs pour la défense y ont donc été extrêmement poussés.

La bataille a été dénommée le « *typhon de l'acier* » en anglais (nom de code « *opération Iceberg* »), et *Tetsu no ame* (« *pluie d'acier* ») ou *Tetsu no Bofu* (« *vent violent d'acier* ») en japonais. Les surnoms se réfèrent à la férocité des combats, à l'intensité des attaques kamikazes des défenseurs japonais, et au nombre des navires et véhicules blindés alliés qui ont participé à l'opération. Selon des sources gouvernementales d'Okinawa, le Japon a perdu 77 166 soldats, tués ou suicidés, et les Alliés dénombrent 14 009 morts (et un total estimé à plus de 65 000 victimes de toutes sortes). Simultanément, entre 42 000 et 150 000 civils ont été tués. Les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki et l'invasion soviétique de la Mandchourie poussent finalement le Japon à se rendre moins de

deux mois après la fin des combats à Okinawa.

